



Le protectionnisme ou la mort ! Le radicalisme tory et le refus du libre-échange, 1830-1855.

Bonifas Gilbert

[Pour citer cet article](#)

Bonifas Gilbert, « Le protectionnisme ou la mort ! Le radicalisme tory et le refus du libre-échange, 1830-1855. », *Cycnos*, vol. 28.n° spécial (Le Refus), 2012, mis en ligne en mai 2012.

<http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/publication/item/249>

Lien vers la notice <http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/publication/item/249>

Lien du document <http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/cycnos/249.pdf>

[Cycnos, études anglophones](#)

revue électronique éditée sur épi-Revel à Nice

ISSN 1765-3118

ISSN papier 0992-1893

AVERTISSEMENT

*Les publications déposées sur la plate-forme épi-revel sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.
Conditions d'utilisation : respect du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle.*

L'accès aux références bibliographiques, au texte intégral, aux outils de recherche, au feuilletage de l'ensemble des revues est libre, cependant article, recension et autre contribution sont couvertes par le droit d'auteur et sont la propriété de leurs auteurs. Les utilisateurs doivent toujours associer à toute unité documentaire les éléments bibliographiques permettant de l'identifier correctement, notamment toujours faire mention du nom de l'auteur, du titre de l'article, de la revue et du site épi-revel. Ces mentions apparaissent sur la page de garde des documents sauvegardés ou imprimés par les utilisateurs. L'université Côte d'Azur est l'éditeur du portail épi-revel et à ce titre détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation du site. L'exploitation du site à des fins commerciales ou publicitaires est interdite ainsi que toute diffusion massive du contenu ou modification des données sans l'accord des auteurs et de l'équipe d'épi-revel.

EPI-REVEL

Revue électronique de l'Université Côte d'Azur

Le protectionnisme ou la mort !

Le radicalisme tory et le refus du libre-échange,
1830-1855.

Gilbert Bonifas

Après avoir longtemps enseigné l'histoire et la civilisation britanniques à l'Université de Nice-Sophia Antipolis, Gilbert Bonifas est désormais professeur émérite. Il a publié *George Orwell : l'engagement* (1984) et rédigé de nombreux articles sur Orwell et son temps, les années 1930, l'anti-utopie. Il est le co-auteur (avec Martine Monacelli) de *Pouvoir, classes et nation en Grande-Bretagne au XIXe siècle* (1993) et de *Victorian and Edwardian England : Debates on Political and Social Issues* (1995). Toujours avec Martine Monacelli, il a fait paraître une sélection commentée et annotée des lettres que Louis Blanc rédigea pour *Le Temps* lors de son exil en Angleterre (*Louis Blanc : Lettres d'Angleterre, 1861-1865*, 2001). Depuis plusieurs années déjà son intérêt s'est déplacé vers la pensée radicale et ultratory à l'époque victorienne et il a publié des articles sur John Wilson Croker, Richard Oastler, *The Quarterly Review* et *Blackwood's Edinburgh Magazine*.

Université de Nice-Sophia Antipolis

Throughout the first half of the nineteenth century the Tories tried to intellectually counter the growth of free trade opinion in Britain. This article is an examination of the historical, economic, moral and religious arguments deployed for almost a quarter of a century by the Tory Radicals Richard Oastler, William Atkinson and Samuel Kydd - who were always excluded from publication in the main Conservative journals - to expose the free trade philosophy and to immunize aristocrats and workers against the seductive deceptiveness of the Manchester School. The Tory Radical discourse was almost invariable from beginning to end, becoming however more strident after the repeal of the Corn Laws and the Navigation Laws. It always portrayed free trade not as the source of the wealth of nations but as the root cause of their impoverishment, draining national capital away, generating low wages and unemployment at home through cheap foreign competition, turning England's green and pleasant land into an industrial slum. They counter-attacked by building up over the years a system of national political economy proffering economic and social protection to all home producers, masters and men, in industry as well as agriculture. This meant a return to the "paternal and protective" state of the Tudors and the end of *laissez-faire*. In

addition, from the late 1840s (and particularly in *The Home* from 1851) this national economy clearly assumed the distinguishing characteristics of a Christian social economy. The Tory Radicals morally vindicated their system by making constant references to the Bible which taught mutual dependence, cooperation, brotherhood, and condemned covetousness, self-seeking and competition. But by then the advent of "the big loaf" had much weakened the Tory Radical hold on the working classes and after 1852 what leverage they still had petered out in step with the vanishing of the protectionist cause.

Atkinson (William), christianisme, irréligion, Kydd (Samuel), libre-échange, Oastler (Richard), protectionnisme

Le 1^{er} janvier 1842, Richard Oastler, l'incarnation même du radicalisme tory¹, écrit dans *The Fleet Papers*, le journal que depuis quelques mois il rédige de la Fleet Prison à Londres: « Of expediency, and half measures, I have long been weary. 'Protection to our native industry', is my response to their challenge of 'free trade'. 'No surrender' ». « Their » fait ici référence aux gens de l'Anti-Corn Law League qui, après la victoire des Conservateurs aux élections de 1841 sur un programme protectionniste, avaient intensifié leur campagne pour l'abrogation des lois sur les blés, proclamant que ce serait « tout ou rien », qu'ils ne se contenteraient plus d'un éventuel allègement du tarif existant. C'est à ce jusqu'au-boutisme que réplique Oastler, peu enclin lui-même aux accommodements, d'autant qu'il ne fait que médiocrement confiance à Peel, lequel depuis les années 1820, n'a jamais été avare de petites phrases en faveur du système libéral.

Car la question du libre-échange anime le débat intellectuel et politique depuis plusieurs décennies. Les protestations qui accompagnèrent le vote, en 1815, des lois sur les blés, montraient bien que les manufacturiers et marchands étaient déjà persuadés de l'incompatibilité croissante entre intérêts agricoles et industriels, En mai 1820 les négociants

¹ Il n'est pas aisé de définir le radicalisme tory qui fut une mouvance plutôt qu'un mouvement. *Stricto sensu*, seuls quelques hommes méritent le nom de *radical tories*. A Oastler on ne peut véritablement adjoindre que G.S. Bull et J.R. Stephens que l'on définit souvent de façon inexacte comme des Chartistes et William Busfeild Ferrand qui fut leur virulent et vociférant porte-voix aux Communes pendant quelques années. Michael Sadler fut certainement le premier radical tory, mais il meurt en 1835 après avoir, pendant dix ans, pris sur le protectionnisme et le libre-échange des positions qui certainement restèrent gravées dans la mémoire d'Oastler, lequel ne cesse de lui rendre hommage dans ses écrits. Deux autres noms sont étroitement liés à la vie politique et intellectuelle de cette petite troupe, ceux de William Atkinson et de Samuel Kydd que nous rencontrerons plus loin. Après le mouvement romantique, le radicalisme tory s'insère dans la grande réaction paternaliste au capitalisme industriel qui se met alors en place ; c'est cela qui lui permet de trouver les alliances et les soutiens nécessaires pour intervenir bruyamment dans la vie politique et sociale de l'Angleterre d'une part parmi les petits commerçants et les masses ouvrières, de l'autre chez les *clergymen*, hobereaux et aristocrates tory qui ne se reconnaissent plus dans le parti conservateur rénové par Peel ainsi que parmi certains industriels et banquiers qui plaçaient leur conscience avant leurs intérêts. Jusqu'en 1847, date de la mort de son propriétaire, John Walter II, proche d'Oastler, le *Times* propagea fidèlement les positions des radicaux tory. Ces derniers sont désormais surtout connus pour le rôle essentiel qu'ils jouèrent dans les années 1830, notamment dans le Yorkshire, lors des campagnes contre le travail des enfants et des femmes dans les usines et contre la mise en place dans le Nord du pays de la nouvelle loi sur les pauvres de 1834. La spécificité de leur lutte en faveur du protectionnisme n'a guère retenu l'attention. Plus généralement on a très peu écrit sur le radicalisme tory. Le meilleur point d'entrée dans le sujet demeure l'ouvrage de Cecil Driver, *Tory Radical. The Life of Richard Oastler*, New York : Oxford University Press, 1946. On y ajoutera John Ward, *W.B. Ferrand, 'The Working Man's Friend', 1809-1889*, East Lindon (Scotland): Tuckwell Press, 2002.

de la Cité de Londres adressèrent aux Communes une pétition soulignant que l'absence de barrières douanières permettrait d'étendre le commerce extérieur et donc de rentabiliser au mieux le capital et l'industrie de la nation -- en d'autres termes que le commerce extérieur était le principal moteur de la croissance et de la richesse du pays. L'hypothèse libre-échangiste était en train de devenir une idée reçue et au fil des ans de nombreux tarifs furent assouplis. Se multiplièrent aussi les écrits s'efforçant de démontrer que loin d'être la source de la richesse des nations, la terre ne pouvait prospérer que grâce à une industrie elle-même rendue florissante par le libre-échange. Autour de ces théories qui inversaient les rôles économiques traditionnels, s'échafauda le libre-échangisme manchestérien. Ses opposants comprirent très vite que par ses objectifs il menaçait l'ordre ancien fondé sur le primat économique de la terre et politique de l'aristocratie. Par l'entremise d'opuscules, de discours au Parlement, et plus encore d'articles publiés dans les grandes revues conservatrices², des contre-feux furent allumés dès les années 1820 qui démontraient la nocivité économique et sociale du *free trade* pour le pays.

On ne trouvera rien dans ces périodiques aux longs articles soigneusement argumentés, écrits pour une élite culturelle et politique, qui fût de la plume des radicaux tory. Il est vrai que les adversaires de la nouvelle économie politique l'affrontèrent toujours en ordre très dispersé ; il est certain aussi que ce petit groupe d'activistes qui mettaient leurs espoirs davantage dans de grandes manifestations ouvrières organisées par d'improbables coalitions d'ultra-conservateurs et de radicaux populaires que dans la réflexion en cabinet n'était pas jugé très fréquentable. C'est donc parallèlement au courant protectionniste principal³ que pendant plus de vingt ans les radicaux tory rédigèrent des centaines de pages contre tout ce qui recevait l'aval des « Economistes » ou des « Philosophes »⁴, notamment l'introduction du libre-échange. Sur ce dernier point s'élabora très tôt et s'amplifia au fil des ans un réquisitoire constitué d'arguments récurrents dans les écrits d'Oastler, mais aussi de deux hommes qui idéologiquement lui furent très proches, William Atkinson et Samuel Kydd⁵.

² *The Quarterly Review*, *Blackwood's Edinburgh Magazine*, *Fraser's Magazine*.

³ Lequel est bien étudié par Anna Gambles, *Protection and Politics. Conservative Economic Discourse, 1815-1852*, The Boydell Press : Woodbridge, 1999. Gambles se cantonne à l'analyse du *Quarterly Review*, de *Blackwood's* et de *Fraser's* et n'a donc pas un mot sur les radicaux tory.

⁴ Terme qu'emploie Oastler fréquemment, amalgamant non sans raison les économistes classiques et les philosophes radicaux.

⁵ Samuel Kydd (1815-1892) était un cordonnier autodidacte écossais qui finit par devenir avocat à Londres. Très actif dans le mouvement chartiste jusqu'en 1849, il devint alors membre de la Fielden Society fondée par Oastler et un des fils de John Fielden pour faire campagne contre une révision de la loi limitant la durée de travail à dix heures dans les usines. Ayant toujours fait partie de la tendance anti-libre-échangiste du chartisme, ce fut probablement sans difficulté qu'il s'identifia alors totalement au radicalisme tory. Sa contribution à l'illustration et à la promotion de ce dernier est surtout faite d'articles rédigés à partir de 1851 sous le pseudonyme d'Alfred (voir la notice rédigée par Stephen Roberts pour *l'Oxford Dictionary of National Biography : From the earliest times to the year 2000*, 2004, vol.32, pp.128-129, et du même : *Radical Politicians and Poets : The Voice of Six Chartist Leaders*, Lampeter : Edwin Mellen, 1993, pp.107-127 ; Dorothy Thompson, *The Chartists. Popular Politics in the Industrial Revolution*, Aldershot : Wildwood House, 1986, pp.29, 181, 186, 318 ; Stewart Angus Weaver, *John Fielden and the Politics of Popular Radicalism, 1832-1847*, Oxford : Clarendon Press, 1987, pp.251, 263, 283-286). De William Atkinson qui se lia d'amitié avec Oastler lorsque celui-ci fut détenu pour dettes à Londres (*Fleet Papers*, 29 mai 1841, p.173 et 28 août 1841, p.277) on ne sait à peu près rien, pas même les dates de sa naissance et de sa mort. Tout juste peut-on déduire de ce qui figure dans ses ouvrages et de ce qu'écrit épisodiquement Oastler dans ses *Fleet Papers* qu'au début des années 1830 il résidait à Leeds et était propriétaire d'une usine de laine. Il semble ensuite être parti s'installer à Londres, peut-être dès 1833. En 1841, Oastler le décrit comme « a merchant of the City of London ». Entre-temps Atkinson s'est mis à l'étude de l'économie politique et est parvenu à la conclusion que les « principaux auteurs », c'est-à-dire Smith, Ricardo et leurs disciples, en faisaient une analyse erronée. Membre de la London Statistical Society il soumet un mémoire sur la question à cette dernière qui refuse de l'examiner. Il devient alors (en 1837) membre de la très protectionniste Central Agricultural Society (sur ceci voir l'introduction qu'il rédige pour son *The State of the Science of Political Economy Investigated. Wherein is shown the defective character of the arguments which*

Dans un premier temps les radicaux tory s'efforcent de jeter le soupçon intellectuel sur la nouvelle économie politique et sur ce qu'elle dit du libre-échange. C'est une science incertaine, assurent-ils, fondée bien davantage sur le raisonnement abstrait que sur l'expérience historique et atteignant ainsi des conclusions peu probantes. Atkinson soutient qu'il y a trop de divergences, d'affirmations contradictoires, voire d'erreurs chez les tenants de ce qu'il nomme « the modern school of political economy » pour qu'on accepte comme irréfutables leurs théories. S'agissant du libre-échange il note dès 1833 dans *The Reason for Protecting Home Trade, or the Principle of Free Trade Refuted*, brève brochure qui ne cessera de s'étoffer jusqu'en 1858 en changeant chaque fois de titre, que John Ramsay McCulloch, alors le vulgarisateur le plus influent des théories de Ricardo, estime qu'il est vain d'essayer de trancher sur les mérites respectifs des commerces intérieur et extérieur ; la question ne saurait recevoir de solution satisfaisante. Le même passage se retrouve dans l'édition de 1840, cette fois intitulée *Principles of Political Economy*⁶, celle que certainement avait lue Oastler puisque Atkinson lui en apporta quelques exemplaires à la Fleet Prison en août 1841. Trois mois plus tard, dans *The Fleet Papers*, il dénonce d'ailleurs à son tour les « remèdes de charlatan » et les « théories trompeuses » de l'école libre-échangiste⁷. Les mêmes réflexions reviennent dix ans plus tard dans *The Home*, hebdomadaire fondé par Oastler en 1851 et dans lequel les radicaux tory tirent leurs dernières cartouches. Selon Samuel Kydd (qui signe dans le journal sous le pseudonyme d'Alfred), la montée du protectionnisme en Allemagne et aux Etats-Unis, le nombre d'écrits récents favorables à un système d'économie nationale, le fait que certains « économistes » de renom ne sont plus, des partisans sans réserve du libre-échange (il cite McCulloch, John Stuart Mill) autorisent à se déclarer sceptique sur « the truth and wisdom of the free-trade philosophy »⁸.

Il était aussi tout à fait possible d'opposer à cette dernière les enseignements de l'histoire, de contrer une philosophie spéculative par des jugements pratiques. Car il était faux de prétendre que l'Angleterre ne serait prospère que lorsque le libre-échange aurait triomphé. L'Angleterre était déjà puissante au siècle précédent alors que l'accumulation du capital était assurée par l'antithèse même du libre-échange. En arrière-plan du discours d'Oastler il y a toujours l'image mélancolique d'une terre dévastée qui fut autrefois une nation forte et heureuse. Pour sa part Atkinson, appelant Malthus à la rescousse, se livre à une longue analyse du commerce colonial britannique pour montrer que c'est grâce au mercantilisme que le pays s'est enrichi⁹. Dans *The Home*, Alfred reprend les mêmes arguments : la prospérité du pays n'est pas due à l'extension de la liberté de commerce à partir de 1846 et en fait va peu à peu s'estomper sous

have hitherto been advanced for elucidating the laws of the formation of wealth, Londres : Whittaker, 1838, pp.v-vii). A partir de 1839, il s'implique beaucoup, mais en vain, dans la campagne en faveur des tisserands à bras de Spitalfields et à partir de 1841 il s'efforce aux côtés des amis et alliés d'Oastler de rassembler des fonds pour payer les dettes de celui-ci. Ses deux derniers ouvrages sont publiés en 1858. On perd ensuite sa trace. Il n'assiste pas aux obsèques d'Oastler en 1861. Atkinson doit être « l'économiste inconnu » de la première moitié du siècle. Personne ne s'est jamais intéressé à lui. Il a droit à deux brèves notices peu informatives dans des dictionnaires d'histoire économique (R.H.I. Palgrave, *Dictionary of Political Economy*, Londres : Macmillan, 1894 et Edwin Seligman, *Encyclopedia of the Social Sciences*, Londres : Macmillan, 1930). Maxine Berg le cite au passage (*The Machinery Question and the Making of Political Economy, 1815-1848*, Cambridge : Cambridge University Press, 1982, p.234) comme étant un ami d'Oastler ayant rédigé en 1840 une « brochure » pour défendre la cause des *handloom weavers* (en réalité un ouvrage de 250 pages où il n'est quasiment jamais directement question des tisserands de Spitalfields). Boyd Hilton, enfin, en deux pages fait un inventaire un peu trop dépouillé, d'idées qu'il juge à juste titre « opaques » (*The Age of Atonement. The Influence of Evangelicalism on Social and Economic Thought, 1795-1865*, Oxford : Clarendon Press, 1988, pp.322-323).

⁶ Titre complet : *Principles of Political Economy; or the laws of the formation of national wealth developed by means of the Christian law of government*.

⁷ Oastler, *Fleet Papers*, 13 novembre 1841, p.367.

⁸ Alfred, « On Which Side Is 'Authority' », *The Home*, 3 avril 1852, pp.106-107.

⁹ Atkinson, *The Reason for Protecting Home Trade, or the Principle of Free Trade Refuted*, Londres, 1833, pp.16-21.

l'impact de celle-ci¹⁰. On passe de la sorte de la dénonciation d'une escroquerie intellectuelle consistant à présenter le libre-échange comme une donnée scientifique, démontrée et irréfutable, à une critique de fond renversant les prémisses du libéralisme économique : le libre-échange n'est pas la cause de la richesse des nations, mais celle de leur appauvrissement. Les tenants du libre-échange le justifiaient en le présentant comme l'extension au globe tout entier de la division du travail et de la spécialisation dont parlait Adam Smith, et donc comme une source de bénéfices pour tous, un facteur d'harmonie et de paix dans le monde, la théorie ricardienne des avantages comparatifs en faisant à coup sûr un jeu gagnant-gagnant. De manière plus immédiate, il semblait aussi capable de régler deux problèmes majeurs de la Grande-Bretagne : l'augmentation rapide de sa production industrielle et celle de sa population. Un commerce libre amènerait débouchés, emplois, denrées alimentaires à bas prix et salaires de subsistance plus faibles. De la sorte le taux de profit pourrait se maintenir à un niveau élevé et on renverrait à très loin dans le futur la venue de cet état stationnaire de l'économie tant redouté par Ricardo. Les circonstances, plus encore que le nouveau raisonnement économique, commandaient d'ailleurs que l'on renonce à une économie centrée sur l'agriculture et que l'on transforme le pays en une vaste usine. Le libre-échange conduisant normalement à une division géographique du travail il était évident que le reste du monde n'aurait en bonne logique économique qu'à se consacrer à des activités agricoles et pour le reste à se pourvoir auprès des manufactures britanniques, lesquelles pourraient alors acheter bon marché et vendre cher¹¹.

Il n'y avait rien dans tout cela qui fût acceptable à un ultra-protectionniste. Et d'abord l'idée que le libre-échange était pour une nation source d'enrichissement. Au contraire, c'était de la misère et de la mort qu'il était inséparable. Ainsi qu'Oastler l'écrit de manière lapidaire dans l'introduction à ses lettres à Wellington : « It is beautiful in theory -- but in practice, death »¹². Pour cette raison, il fera imprimer en 1850 un tract demandant aux ouvriers de ne pas participer à la collecte organisée pour ériger un monument à Peel¹³. Trois éléments-clés du discours protectionniste traditionnel conditionnent la critique économique que les radicaux tory font alors du libre-échange : l'importance d'un taux d'emploi élevé et de rémunérations convenables, la théorie d'un échange international réduit à un jeu à somme nulle et celle selon laquelle l'échange conduit nécessairement à l'alignement des salaires sur ceux des pays les plus pauvres – ces deux derniers principes rendant évidemment le premier impossible à mettre en œuvre.

Le point de départ du réquisitoire protectionniste est ce que Oastler, en 1849, appelle « the impoverishing tendency of the operation of free trade » dans son *Free Trade 'Not Proven', in Seven Letters to the People of England*¹⁴. Sa brochure s'inspire directement de pages où Atkinson¹⁵ entend prouver, à partir de passages d'Adam Smith et de Jean-Baptiste Say sur la préférence à donner au commerce intérieur, que lorsqu'une nation importe des marchandises qu'elle peut produire elle-même sa richesse décroît : tout échange met en œuvre deux

¹⁰ Alfred, « 'Unlimited Competition' », *The Home*, 4 décembre 1852, p.178.

¹¹ D'où la phrase, dans la pétition des négociants de la Cité en 1820, que les radicaux tory allaient en permanence citer pour dénoncer la rapacité des « capitalistes » : « The maxim of buying in the cheapest market, and selling in the dearest, which regulates every merchant in his individual dealings, is strictly applicable as the best rule for the trade of the whole nation » (p.50 dans l'anthologie de Norman McCord, *Free Trade. Theory and Practice from Adam Smith to Keynes*, Newton Abbot: David & Charles, 1970).

¹² Oastler, *Eight Letters to the Duke of Wellington*, Londres: James Cochrane, 1835, p.11 .

¹³ Oastler, *The Working Men, Free Trade and the Peel's Monument. To the Working Men of England*, Londres, 1850, 2 pages.

¹⁴ Oastler, *Free Trade 'Not Proven', in Seven Letters to the People of England, with an introductory address to Richard Cobden, Esq., M.P.*, Londres, 1849, p.4.

¹⁵ Dans ses *Principles of Political Economy* de 1840 (pp.8-19), mais déjà, de manière similaire, dans *The Reason for Protecting Home Trade* en 1833 (pp.7-16).

capitiaux, mais alors que dans le commerce intérieur ces deux valeurs s'additionnent et ajoutent à l'activité et à la prospérité du pays, dans le négoce avec l'étranger l'une d'entre elles part enrichir un autre peuple. Ne pas le comprendre, c'est pour Oastler « l'erreur fatale » sur laquelle repose l'illusion libre-échangiste¹⁶. Le commerce extérieur devait donc ne concerner que les excédents de production une fois les besoins nationaux satisfaits¹⁷, autrement il finirait par étioier l'économie du pays. Aux marchands et industriels, qui invoquaient inlassablement les tarifs douaniers lors des crises cycliques que traversait le pays depuis 1815, les protectionnistes tory pouvaient ainsi opposer une explication radicalement inverse : la libéralisation constante du commerce extérieur qui était « une saignée »¹⁸ par laquelle s'écoulait la richesse britannique. Le libre-échange grandissant et la course aux exportations que se livraient les industriels anglais permettaient de dresser un tableau catastrophiste de la condition de l'Angleterre, « the busiest and most destitute place on earth »¹⁹. Aux yeux d'Oastler et d'Atkinson qui réfutent à plusieurs reprises les arguments des libre-échangistes à ce sujet, il était certain que les importations étaient destructrices d'emplois et Oastler rédige *Free Trade 'Not Proven'* en partie pour contrer les propos d'Henry Labouchère, alors President of the Board of Trade, sur la question et pour condamner la « concurrence universelle »²⁰ qui réduit des « centaines de milliers » d'Anglais au chômage. Plus dévastateur encore était le circuit économique qui s'était mis en place avec l'expansion de l'industrie et du commerce extérieur. Mus par la cupidité qui caractérisait leur classe depuis que la nouvelle économie politique avait prétendu que le désir d'enrichissement personnel concourait à la formation du bien-être général²¹, les manufacturiers caressaient le dessein aberrant de faire de la Grande-Bretagne l'atelier du monde. Les machines qu'ils installaient pour accroître leur production, la nécessité de produire à bas coût faisaient continuellement baisser les salaires. Les produits qu'ils déversaient sur le monde finissaient par provoquer des engorgements qui accroissaient le chômage en Grande-Bretagne. Celui-ci intensifiait la concurrence entre travailleurs et faisait chuter un peu plus des salaires également affectés par la mise en concurrence des ouvriers britanniques avec des travailleurs étrangers encore moins payés qu'eux. C'était alors au tour de l'agriculture d'être ruinée. Les gens étaient désormais trop pauvres pour lui acheter ses produits. Les propriétaires et fermiers réduisaient la paie de leurs ouvriers et ceux-ci cessaient d'acquérir des produits manufacturés²². Le libre-échange est ainsi représenté comme un système qui vampirise²³ les peuples au profit de quelques-uns. Les quantités exportées s'accroissent, mais la valeur des exportations diminue car les salaires sont de plus en plus bas²⁴. Pendant que certains s'enrichissent, la nation s'appauvrit. Dans une « réponse » publique faite à Cobden, au début de 1850, Oastler affirme que « the only object of the Free Trader /.../ is, to make a few millionaires and millions of paupers »²⁵.

¹⁶ Oastler, *Free Trade 'Not Proven'*, p.16.

¹⁷ *Fleet Papers*, 1er janvier 1842, p.8 et 19 février 1842, p.62.

¹⁸ La métaphore revient plusieurs fois. Ainsi dans *Fleet Papers*, 29 mai 1841, p.171 ou 2 avril 1842, p.108. De même dans *Free Trade 'Not Proven'*, p.12.

¹⁹ Oastler, *Fleet Papers*, 28 août 1841, p.274.

²⁰ Oastler, *Free Trade 'Not Proven'*, p.18

²¹ Selon Atkinson, « in the pursuit of wealth we will acknowledge no other guide than that of our own interest » est devenu le mantra des industriels depuis que les « économistes » ont avancé que « covetousness is the greatest of the social virtues » (*Principles of Political Economy*, pp.239 et 207).

²² Le raisonnement reconstitué ici apparaît plusieurs fois, souvent de façon fragmentaire ou elliptique, dans *The Fleet Papers*, mais il figure déjà dans certains discours électoraux qu'Oastler prononça en 1832.

²³ Le terme « vampire » est employé par Oastler dans sa *Letter to the Editor of the Agricultural and Industrial Magazine* écrite en octobre 1834 (et ajoutée en 1835 au texte de ses huit lettres à Wellington), p.170.

²⁴ Oastler, *Letter to the Editor of the Agricultural and Industrial Magazine*, pp.142-143.

²⁵ *Richard Oastler's Reply to Richard Cobden's Speech at Leeds, 18th December 1849*, Londres : Cleaver, 1850, p.32

Cette désignation du *free trade* comme un système anthropophage (Alfred parle dans *The Home* de « this horrible system of commercial cannibalism »²⁶) permet aux radicaux tory de contredire les interprétations libérales de deux questions alors au centre du débat politique et économique : celle du bon marché (« cheapness ») et celle des lois sur les blés. Les libre-échangistes insistaient volontiers sur les bénéfiques, en particulier alimentaires, que l'ouvrier retirerait d'importations à bas prix. Par voie de conséquence, cela faisait des protectionnistes le parti de la vie chère et des affameurs. Là aussi les radicaux tory firent de leur mieux pour inverser les rôles. Dans les faits²⁷ le libre-échange entraînait inéluctablement une chute des salaires ; dès lors à quoi bon des marchandises bon marché ; elles seraient toujours inabordables – notamment pour ceux que les importations auraient dans l'intervalle réduits au chômage. Pire, les économistes avaient fini par convaincre les Britanniques qu'en toutes circonstances il fallait rechercher le meilleur marché, philosophie qui leur avait fait perdre tout sens de la solidarité nationale et les conduisait, eux et leur pays, à la misère :

A working hatter, who, on a Saturday night receives his ten or twelve shillings, feels as he enters the baker's shop, that he would for the moment be a poorer man, if he paid a penny more for a loaf of bread. The baker, in turn, as he buys a hat, feels that a shilling extra would be a shilling out of his pocket. The shoemaker is smitten with the same feeling; he, too, must have a cheap hat and a cheap loaf. The journeyman tailor who rails against Moses & Sons and low wages...has himself no objection to cheap hats, shoes, and bread; made so by low priced labour. Some fine morning, they all meet by the quayside, out of work and therefore hungry, shoeless, hatless, coatless. They see a foreign ship unloading, laden with foreign corn, foreign hats, etc; they do not reflect that a ship so laden, is in reality a ship-load of foreign labour²⁸.

On comprend dès lors qu'Atkinson parle du « caractère abominable » de la « doctrine du bon marché »²⁹.

C'est dans *The Home* qu'est martelée avec le plus de force l'idée que « cheapness is not always plenty »³⁰, mais on la trouve mentionnée dès les années 1830 pour défendre les *Corn Laws*. Ainsi dans une lettre du 24 juillet 1832 Oastler explique patiemment à Wellington que si l'on supprimait les lois sur les blés, les cours chuteraient, des milliers d'hectares ne seraient plus cultivés, les ouvriers agricoles iraient chercher un emploi dans les usines provoquant une baisse générale des salaires et en conséquence de la consommation, ainsi qu'une aggravation de la surproduction chronique des fabriques britanniques : « We should still be an over-worked, and a starved nation, -- clothing the world, yet going in rags and tatters ourselves »³¹. L'argument sous-tend de nombreux passages consacrés au sujet dans les écrits ultérieurs : on ne rendra pas sa prospérité au pays par une quête effrénée et irréfléchie du bon marché.

A un libre-échange ne contribuant ni à la création, ni même à la conservation de la richesse nationale, les radicaux tory vont alors opposer un système d'économie nationale où la richesse se diffuse grâce au commerce domestique, après avoir été créée par l'agriculture selon un schéma émanant des Physiocrates, mais probablement emprunté à Adam Smith chez qui l'influence de ces derniers n'était pas négligeable et qui estimait, comme le rappelle Atkinson, que le capital investi dans les activités de la terre ajoutait bien davantage chaque année à la richesse d'une nation que celui qui alimentait les manufactures³². Pour Alfred l'industrie ne pouvait durablement croître et prospérer que grâce à l'agriculture qui était la seule activité

²⁶ Alfred, « Agriculture, Manufactures, and Commerce », *The Home*, 9 août 1851, p.114.

²⁷ Mais cela figurait aussi, comme une bonne chose, dans le système ricardien.

²⁸ Alfred, « Agriculture, Manufacture, and Commerce », p.114.

²⁹ Atkinson, *Principles of Political Economy*, p.223-224.

³⁰ Titre d'un article d'un certain M. dans *The Home* du 9 août 1851, p.118.

³¹ Oastler, *Letters to Wellington*, pp.42-43.

³² Atkinson, *Principles of Political Economy*, p.45.

augmentant chaque année la somme de ressources dont l'économie pouvait disposer³³. La demande pour ses produits était le point de départ d'un circuit économique dans lequel agriculture, industrie et commerce vivaient dans une interdépendance générale, rendus solidaires par la quasi-fermeture de l'économie qui leur imposait de collaborer là où précédemment ils recherchaient leur intérêt propre. En rétablissant les obligations mutuelles le protectionnisme rétablissait aussi l'idée de bien commun et repensait la nation comme un ensemble organique³⁴, ce qui n'était possible que parce que l'agriculture était replacée au centre de l'économie. Puisqu'elle seule créait la richesse il fallait étendre les surfaces cultivables, aller à l'encontre des « économistes » qui, tel Ricardo avec sa loi des rendements décroissants, présentaient la culture des terres marginales comme dangereuse pour le capitalisme. Toute terre pouvait être rendue fertile. En colonisant la terre anglaise, comme disait Atkinson³⁵, le plein emploi serait assuré³⁶. L'abondance de nourriture rendrait toute importation de blé inutile pendant très longtemps³⁷. La bonne santé de l'agriculture fournirait aux manufactures, désormais moins nombreuses, les débouchés nécessaires, tout en permettant une accumulation de capital suffisante pour faire face à la montée démographique et en finir avec l'inhumanité du malthusianisme et de la nouvelle loi sur les pauvres qu'il avait inspirée. La conquête des marchés du monde avait conduit à la misère du peuple anglais. Le protectionnisme ferait à nouveau de l'Angleterre « the land of peace and plenty », d'autant que la protection serait sociale autant qu'économique et ne se limiterait pas à l'imposition de tarifs douaniers et de restrictions à l'exportation³⁸. Dès les années 1830, Oastler imagine que des conseils ou des tribunaux pourraient réguler l'offre et la demande, fixer les salaires, la durée du travail³⁹. En 1849 il se demande si la solution n'est pas à chercher du côté des guildes et corporations du moyen-âge⁴⁰. Atkinson, pour sa part, évoque une « loi des proportions » par laquelle l'Etat régulerait la croissance de manière à ce que tous les secteurs de l'économie progressent au même rythme et que ne soient brutalement rompus les équilibres socio-économiques existants. On éviterait ainsi les crises de surproduction exacerbant la quête de marchés étrangers et plongeant en conséquence les travailleurs anglais plus profondément encore dans le dénuement⁴¹. Atkinson est conscient que ce système ne peut produire qu'une croissance lente, mais ses bénéfices seront partagés par tous⁴². D'ailleurs les radicaux tory n'entendent pas mesurer la richesse nationale de façon strictement quantitative, à l'aune des capitaux accumulés dans les coffres de quelques-uns, mais par un bien-vivre général que le capitalisme industriel, l'usine, la machine, la liberté de commerce ont rendu impossible : « The only true standard of national prosperity [is] the happiness and contentment /.../ of the whole people »⁴³.

Ce discours ne variera guère du début des années 1830 au milieu des années 1850. *The Home*, qui débute en 1851, reprend les analyses faites pendant les vingt années qui ont précédé, mais quelques thèmes sont devenus plus particulièrement dominants à partir de la fin des années

³³ Alfred, « Agriculture, Manufactures, and Commerce », p.114.

³⁴ C'est ce qu'impliquent plusieurs passages du *Home*, mais c'est un point de vue visible dès la lettre d'Oastler à l'*Agricultural and Industrial Magazine*, pp.143-144.

³⁵ Voir sa *Lecture upon Home Colonization*, Londres: Baldwin, Craddock & Joy, 1832. Oastler en recommande la lecture à Wellington dans une lettre du 28 janvier 1833 (*Letters to the Duke of Wellington*, p.56).

³⁶ Idée qui revient fréquemment, surtout dans *The Home*.

³⁷ Oastler, *Fleet Papers*, 29 mai 1841, p.171.

³⁸ Qu'Oastler suggère à Wellington dans une lettre du 24 avril 1832 (*Letters to the Duke of Wellington*, pp.43-45).

³⁹ Oastler, *Letter to the Editor of the Agricultural and Industrial Magazine*, pp.156-158. Proposition reprise dans le prospectus du *Home* le 21 juin 1851, p.63.

⁴⁰ Oastler, *Free Trade 'Not Proven'*, p.37.

⁴¹ Atkinson, *Principles of Political Economy*, pp.171-185,192-195.

⁴² *Ibid.*, p.170

⁴³ Oastler, « To the Working Men », *The Home*, 20 novembre 1852, p.164.

1840. D'abord l'idée que le protectionnisme, pour être efficace et juste, doit être total, s'appliquer à l'industrie comme à l'agriculture, protéger tous les producteurs, ouvriers comme patrons, sinon les solidarités économiques et sociales indispensables à son succès ne pourront être tissées. Oastler apporte son soutien aux partisans du rétablissement des *Corn Laws*, mais les avertit qu'ils ne sauraient se satisfaire, dans leur propre intérêt, d'une protection restreinte à l'agriculture⁴⁴. Le protectionnisme n'était pas une affaire de classe mais une question de survie nationale, idée à laquelle étaient d'ailleurs parvenus séparément tous ses partisans après 1847 et qui fut à l'origine de la création, en 1849, de la National Association for the Protection of British Industry and Capital qui se donna pour mission de fournir en arguments tous les groupes protectionnistes du pays⁴⁵.

Ce rapprochement des courants protectionnistes conduisit les radicaux tory à étendre à l'Empire, qui n'avait jamais suscité chez eux que de l'indifférence quand ce n'était pas de l'hostilité, leur vision d'une communauté organique. L'idée d'un Empire dévasté par la libéralisation des échanges qui détournerait nécessairement vers d'autres parties du monde les flux commerciaux établis n'occupe qu'une place restreinte dans *Free Trade 'Not Proven'* ou *The Home*, mais à un moment de l'histoire anglaise où l'on paraissait aller vers l'abandon des colonies parce que certains ne les croyaient plus économiquement utiles, c'était une bonne façon de représenter le libre-échange comme étant anti-national, le capital comme apatride et les *free traders* comme des cosmopolites dont le seul souci était d'accroître leur fortune, même en allant contre les intérêts de leur pays⁴⁶. Pour Alfred: « The interests of the Manchester free traders are not English »⁴⁷. Les radicaux tory comprenaient fort bien que la logique même du libre-échange commandait nécessairement la déconnexion des intérêts du marchand d'avec ceux de la nation à laquelle il était censé appartenir⁴⁸; il n'en restait pas moins, selon eux, que pour des patriotes, et peut-être plus encore des chrétiens (mais les deux termes leur paraissaient inséparables), une telle approche de l'économie était inacceptable.

De fait, ce qui distingue surtout les radicaux tory des autres protectionnistes vers 1850, c'est le lien qu'ils établissent de plus en plus fermement entre protection et christianisme, entre libre-échange et irrégion⁴⁹. Tous sont de fervents chrétiens; de la Bible, qui est la parole de Dieu, ils font une lecture littérale et sont persuadés que les préceptes qu'elle renferme sont suffisants pour guider la vie des hommes et la politique des Etats⁵⁰. Une des caractéristiques saillantes des écrits d'Oastler est l'accumulation de versets bibliques pour appuyer ses dires, et plus souvent encore pour menacer, juger, condamner. Sur le sujet du libre-échange, les Ecritures sont présentes depuis ses premières réflexions jusqu'au *Home* qui est saturé de références bibliques. Inlassablement il proclame qu'il y a une économie politique chrétienne qui est la seule vraie et qui s'oppose à l'économie politique de « l'école du Nord »⁵¹. La première est fondée sur l'amour du prochain⁵²; la seconde enseigne que « gain is more to be

⁴⁴ Voir par exemple *The Fleet Papers* du 12 mars 1842, p.85 ou du 16 mars 1844, pp.202-204 et plusieurs articles du *Home* par Oastler et Alfred, notamment Oastler, « Protection to All, or Protection to None », 8 novembre 1851, pp.217-218.

⁴⁵ Voir G.F. Young, « Free Trade », *The Quarterly Review*, vol.86, 1849, p.183. George Frederick Young, propriétaire d'un chantier naval à Limehouse, devint le président du comité directeur de la National Association. Celle-ci tint à Londres, le 7 mai 1850, une assemblée générale à laquelle assistaient Oastler et Kydd parmi bon nombre d'aristocrates et de *clergymen* (voir *The Times*, 8 mai 1850, p.8).

⁴⁶ Britannicus, « Who Shall Govern England ? », *The Home*, 12 juillet 1851, p.86.

⁴⁷ Alfred, « The General Election », *The Home*, 10 avril 1852, p.114.

⁴⁸ Atkinson, *Principles of Political Economy*, pp.116-117.

⁴⁹ Le libre-échange fait partie de ce qu'Oastler nomme « the principle of Infidelity », *Fleet Papers*, 28 août 1841, p.275.

⁵⁰ L'idée est récurrente dans *The Home*, mais dès *The Fleet Papers* Oastler affirmait: « I believe God interferences in the policy of government and in matters of trade » (5 février 1842, p.42).

⁵¹ L'expression figure dans *Letter to the Editor of the Agricultural and Industrial Magazine*, p.171.

⁵² Atkinson, *Principles of Political Economy*, p.209; Oastler, *Letters to Wellington*, p.69.

valued than Man ». La première propose « the law of mutual dependence »⁵³, « enjoining co-operation and resulting in harmonious action »⁵⁴. La seconde prêche ce que la première rend impossible, l'égoïsme et la cupidité tels qu'on les trouve « in the books of a few inflated, mistaken but energetic men »⁵⁵. La première est « paternal and protective », la seconde ouvre la porte au système luciférien du libre-échange, révolte contre Dieu⁵⁶ puisqu'il désobéit au principe d'interdépendance dont le Créateur fit don aux hommes pour permettre à toutes les nations d'échapper à l'état sauvage et prospérer. Les libre-échangistes prétendaient être les agents d'une loi divine dont l'application apporterait paix et richesse à l'univers⁵⁷; ils étaient en réalité des êtres en rébellion contre leur Dieu, refusant par appât du gain la confusion des langues⁵⁸ par laquelle celui-ci entendit restreindre le commerce entre les nations⁵⁹, ardents à « forniquer avec le monde » pour bâtir – c'est ce que semble signifier Atkinson qui, à la fin de ses *Principes d'économie politique*, cite *in extenso* le chapitre 18 de *l'Apocalypse*⁶⁰ – une nouvelle Babylone mercantile et corrompue que les Britanniques sont implicitement invités à abandonner avant sa chute⁶¹.

Mais la menace biblique ne suffit pas. Plus rien ne pouvait suffire. Les radicaux tory remplissaient les pages du *Home* des horreurs économiques et sociales d'une époque qui ne leur convenait plus, mais en 1851 la prospérité revenait, les ouvriers pouvaient enfin s'offrir « une grosse miche » et peu leur importait que le blé vînt de Pologne, au détriment, comme continuait à l'écrire Alfred, du capital de la nation et de ses paysans. L'influence d'Oastler devient minime. Les « protectionnistes », c'est-à-dire les Conservateurs, sont « apathiques », mais ne veulent pas entendre parler de lui fait-il remarquer amèrement⁶². Fin 1852 le protectionnisme cesse d'être la ligne officielle du parti. Oastler et ses amis continue petitement à militer auprès de groupes d'ouvriers menacés par le laissez-faire dans l'East End, le Lancashire, le Yorkshire. Sans grand succès, leur peu de goût pour la démocratie n'arrangeant pas les choses⁶³. Le tirage du *Home* ne cesse de décliner. En 1855 il ferme. Le protectionnisme renaîtra de ses cendres à la fin du siècle, mais cette fois ce ne sera pas pour que survive la « vieille Angleterre », mais le pays noir et enfumé⁶⁴ qui répugnait tant à Oastler et ses amis.

⁵³ Oastler, « To the Working Men », *The Home*, 3 mai 1851, p.4.

⁵⁴ Atkinson, *Principle of Political Economy*, p.209.

⁵⁵ Oastler, « To the Working Men », *The Home*, 13 novembre 1852, p.157.

⁵⁶ Alfred, « A Glance at the Two Systems », *The Home*, 24 mai 1851, pp.26-27.

⁵⁷ Oastler, *Fleet Papers*, 29 mai 1841, p.171: « Theirs is, as they assert, a scheme of *universal benevolence* ».

⁵⁸ *Ibid.*: « They would unite all the nations of the earth in one, and thus *un-Babelize* mankind ».

⁵⁹ Plus précisément, pour Atkinson, « the free or indiscriminate and licentious intercourse of nations » dont l'une des manifestations concrètes était pour lui l'abandon par cupidité du commerce intérieur pour des échanges internationaux d'autant plus condamnables qu'ils étaient fondés sur le principe de concurrence et non sur la règle chrétienne de coopération (*Principles of Political Economy*, pp. 173-174, 187). Sur ces points, et en particulier sur le sens du mythe de Babel, Atkinson est cependant beaucoup plus prolixe dans la version ultime de son livre qui parut en 1858 : *Principles of Social and Political Economy, or the Laws of the Creation and Diffusion of Wealth Investigated and Explained*, Londres : Longman, Brown, Green & Roberts, pp.378-385.

⁶⁰ Atkinson, *Principles of Political Economy*, pp.239-242. « Committing fornication with the world » (p.239) est une adaptation du texte de la Bible (« and the kings of the earth have committed fornication with her » [Babylone]) par Atkinson pour le faire mieux correspondre aux ambitions des nouveaux « marchands de la terre ».

⁶¹ « J'entendis encore une autre voix du ciel, qui disait : Sortez de Babylone, mon peuple, de peur que, participant à ses péchés, vous n'ayez aussi part à ses plaies » (*Apocalypse de Saint Jean*, ch.18, v.4).

⁶² Oastler, « The Debates, the Resolutions, and 'Looming' Events », *The Home*, 11 décembre 1852, p.191. Voir aussi les numéros du 8 novembre 1851, p.218 et du 3 avril 1852, p.107.

⁶³ Ces derniers soubresauts, bien oubliés, sont évoqués par John Ward dans son *W.B. Ferrand*, pp.113-115.

⁶⁴ « That dark, dingy region, covered by smoke, issuing from tall black chimneys betokening the presence of huge prison-houses, where tens of thousands of human beings are daily engaged in 'fierce competition' » (Oastler, « To John Bright, Esq, M.P. », *The Home*, 10 avril 1852, p.116).